



JOINING FORCES
For All Children

Joining Forces Africa

Note de politique

Il n'y a aucune raison à l'insécurité alimentaire au XXI^e siècle



ChildFund
Alliance



Terre des Hommes
International Federation



“J’aimerais que le gouvernement fasse baisser les prix des aliments. Dans le passé, je mangeais souvent du poisson avec du riz mais maintenant je dois manger mon riz avec des haricots. Tout est cher, le prix du riz, du poisson, de l’huile et même du pain a augmenté. Avant, quand nous allions au marché, nous retournions avec un peu d’argent à la maison, mais aujourd’hui, c’est à peine suffisant pour acheter nos provisions alimentaires. Tout cela a un impact négatif sur mes études.”

Minetou, 11 ans, Mauritanie

L’escalade et les conflits prolongés, le changement climatique et les impacts socio-économiques du COVID-19 sont à l’origine de l’augmentation choquante de l’insécurité alimentaire et de la malnutrition vécues dans beaucoup de coins du monde aujourd’hui. Environ 282 millions de personnes en Afrique sont sous-alimentées, soit une augmentation de 49 millions par rapport à 2019.¹ Le COVID-19 a tué directement des centaines de milliers de personnes à travers le monde et continue de peser lourdement sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance de millions de personnes vulnérables sur le continent africain, en particulier les femmes et les filles. Sans accès suffisant aux ressources pour se rétablir du COVID-19, les pays africains connaissent des retombées socio-économiques continues du COVID-19, ce qui entraîne une forte baisse des revenus des ménages africains en raison des pertes d’emplois et de la réduction des moyens de subsistance pour des millions de personnes. La baisse des envois de fonds entraîne également une forte augmentation de la pauvreté et de la faim, en particulier dans les pays en développement à faible revenu. **À l’heure actuelle, on estime que 113 millions de personnes dans 15 pays africains auront besoin d’une aide humanitaire d’urgence en 2022.** Ceux qui vivent dans des contextes fragiles et de conflit sont exposés à des risques accrus, en particulier en Afrique de l’Ouest, du Sud et de l’Est.

Le rapport du Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC) sis à Genève publié la semaine dernière indique qu’il y avait 59,1 millions de personnes déplacées à travers le monde à la fin de 2021, dont 53,2 millions de personnes déplacées à la suite de conflits et de violences, et 5,9 millions à la suite de catastrophes. Les enfants représentent 25,2 millions de personnes déplacées à l’intérieur du pays.² L’Afrique subsaharienne a représenté plus de 80 % de tous les déplacements internes déclenchés par les conflits et la violence dans le monde en 2021. Le total régional était supérieur de 4,7 millions à celui de l’année précédente, principalement en raison des conflits en Éthiopie, en République démocratique du Congo (RDC), au Burkina Faso, en Somalie et en République centrafricaine (RCA). Les conflits et la violence ont provoqué 11,6 millions de déplacements internes en Afrique subsaharienne, chiffre le plus

élevé jamais enregistré dans la région.

Toutes ces questions étaient urgentes avant que le conflit n’éclate en Ukraine – ce qui augmente déjà considérablement les prix des denrées alimentaires et a un impact disproportionné sur de nombreux pays d’Afrique. Alors que 63,4 % du blé consommé sur le continent africain est importé,³ plusieurs pays africains dépendent presque entièrement du blé importé de Russie et d’Ukraine, notamment la Somalie (100 %), le Bénin (100 %), l’Égypte (82 %), le Soudan (75 %), la RDC (69 %), le Sénégal (66 %) et la Tanzanie (64 %).⁴ Ces pays et d’autres qui dépendent du blé importé verront leurs prix augmenter considérablement, ce qui rendra l’accès à la nourriture très difficile pour les plus pauvres du monde et augmentera l’insécurité alimentaire et le risque de famine pour ces populations. La hausse des coûts et la perturbation de l’approvisionnement en engrais signifieront également que la crise actuelle entraînera non seulement des pénuries alimentaires à court terme, mais aura des effets à long terme sur la capacité des pays à cultiver et à récolter.

L’impact du conflit en Ukraine augmente également les coûts des opérations humanitaires – le PAM estime que ses coûts d’approvisionnement alimentaire ont augmenté de 44 % depuis le début de la crise ukrainienne, et l’UNICEF estime que le coût des aliments thérapeutiques prêts à l’emploi (ATPE) pour le traitement de la malnutrition aiguë augmentera de 16 % au cours des six prochains mois.⁵ À moins que des mesures rapides ne soient prises, des décennies de progrès en matière de développement seront annulées et des millions de vies seront perdues, ce qui représentera une menace importante pour la réalisation de l’Agenda 2063 de l’UA et de sa vision de « L’Afrique que nous voulons », y compris la vision panafricaine de « Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, portée par ses propres citoyens, représentant une force dynamique sur la scène internationale ».

L’impact de ces catastrophes convergentes est ressenti de manière disproportionnée par les femmes et les filles – qui représentent 60 % des personnes en situation d’insécurité alimentaire aiguë dans le monde. Les femmes et les filles mangent déjà le dernier et le moins, de sorte que l’impact

¹ Kathryn Reid, « Africa hunger, famine : Facts, FAQs, and how to help », World Vision (blog), (22 février 2022). <https://www.worldvision.org/hunger-news-stories/africa-hunger-famine-facts>

² IDMC | GRID 2022 | 2022 Rapport mondial sur les déplacements internes (internal-displacement.org)

³ Josefa Sacko et Ibrahim Mayaki, « Impact of Russia-Ukraine Conflict », Africa Renewal (2022). <https://www.un.org/africarenewal/magazine/may-2022/impact-russia-ukraine-conflict>

⁴ Katharina Buchholz, « The Most Vulnerable Countries Amid Wheat Shortages », Statista Infographics, (5 avril 2022). <https://www.statista.com/chart/27181/east-developed-countries-dependent-on-wheat-from-russia-ukraine/>

⁵ UNICEF. « Child Alert : Severe wasting », (2022). <https://www.unicef.org/child-alert/severe-wasting>

combiné de la diminution des ressources et du pouvoir décisionnel limité signifie que cette crise aggravera l'inégalité systémique qui empêche les femmes et les filles de réaliser leur droit à une bonne nutrition. Lorsque les femmes ne sont pas bien nourries, les effets sur elles et leurs enfants sont dévastateurs, y compris l'augmentation de la mortalité maternelle et infantile, perpétuant les cycles intergénérationnels de malnutrition qui se feront sentir pour les générations à venir. L'insécurité alimentaire expose également davantage les femmes et les filles à la violence sexiste, à l'exploitation et aux abus sexuels, et au mariage des enfants – et augmente leur charge de soins non rémunérés.

Afrique de l'Est

En Afrique de l'Est, plus de 31 millions de femmes, d'hommes, de filles et de garçons sont confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire ; entre 12 et 14 millions d'entre eux rien qu'en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Alors que la quatrième sécheresse consécutive et la pire s'éternise, les populations d'Afrique de l'Est sont parmi les plus vulnérables à la famine, avec 45 à 55 millions de personnes estimées en situation de crise, d'urgence ou de niveau catastrophique d'insécurité alimentaire.⁶ Si le conflit est le principal facteur de la faim dans le monde, ce facteur est particulièrement important en Afrique de l'Est car tous les pays d'Afrique de l'Est sont soit en conflit, soit voisins d'un pays en conflit. Les conflits et les chocs climatiques ont entraîné de nombreux déplacements massifs dans le nord de l'Éthiopie, au Soudan, en Somalie et dans certaines régions du Soudan du Sud. Les besoins humanitaires dans ces pays sont immenses et l'impact sur les enfants, y compris la protection des risques, est alarmant.

La région a également subi d'importants chocs climatiques, sapant la capacité des populations à se nourrir. En raison des faibles précipitations et de la faible production agricole, 3,4 millions de Kenyans sont confrontés à une insécurité alimentaire aiguë. Cumulativement, les précipitations ont été inférieures à la moyenne dans la majeure partie du pays, ce qui a entraîné des activités de production agricole inférieures à la moyenne et une régénération des fourrages inférieure à la moyenne. Les conditions corporelles du bétail sont également inférieures à la moyenne dans la plupart des zones pastorales. Il y a un an, plus de 8,3 millions de personnes au Soudan du Sud avaient besoin d'une aide humanitaire. Ce nombre est passé à 8,9 millions en février 2022. Au cours de cette période, le nombre d'enfants ayant besoin d'une aide humanitaire est également passé de 4,3 millions à 4,6 millions. De nombreuses personnes dans l'État du Haut-Nil ont cruellement besoin d'aide

alimentaire, principalement en raison des inondations et des conflits localisés qui ont perturbé les activités agricoles et les récoltes. En mars, le PAM et la FAO ont indiqué dans une déclaration conjointe que le nombre estimatif de personnes au Soudan qui auront besoin d'aide alimentaire doublerait pour atteindre 18 millions. Cela est attribuable à la réduction de l'accès, de l'abordabilité et de la disponibilité de la nourriture. On estime que 9,8 millions de personnes dans le besoin sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë et auront besoin d'une aide alimentaire.

Nous sommes profondément préoccupés par les millions d'enfants d'Afrique de l'Est qui traversent une crise de la faim dévastatrice. Environ 5,7 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, alors que 1,6 million souffrent de malnutrition extrême. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë dans la région augmente déjà à un rythme alarmant – la Somalie a déjà enregistré une augmentation de 51 % des admissions pour le traitement des enfants souffrant de malnutrition sévère depuis le début de 2022.⁷ Les enfants qui souffrent de malnutrition aiguë sont 11 fois plus susceptibles de mourir que les enfants qui sont bien nourris. L'histoire de cette région a déjà démontré cette vulnérabilité accrue chez les enfants souffrant de malnutrition, la moitié de ceux qui sont morts dans la famine en Somalie en 2011 étant des enfants de moins de cinq ans.⁸

Afrique de l'Ouest et du Centre

En Afrique occidentale et centrale, 27,3 millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim et ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Plus de 38 millions de personnes devraient souffrir d'insécurité alimentaire aiguë d'ici juin 2022⁹, ce qui représente une augmentation de plus de 40 % en un an. L'ONU estime que 6,3 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffriront de malnutrition aiguë au cours de la même période.¹⁰ En fait, la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans a augmenté de plus de 27 % depuis l'année dernière et de plus de 62 % depuis 2018.¹¹ La situation est aggravée par une forte prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, ce qui entrave davantage leur développement physique et cognitif et accroît le risque de mortalité chez les enfants souffrant de malnutrition aiguë et chronique concomitante.

Selon la FAO, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 20 à 30 % au cours des cinq dernières années en Afrique de l'Ouest. Alors que les prix des denrées alimentaires continuent de s'aggraver, dans certains pays, cette augmentation est

⁶ FEWS NET, « East Africa Key Message Update : Scale of Food Assistance Needs in East Africa Continues to Over than the Humanitarian Response », Rapport de situation (2022). <https://fewsn.net/east-africa/key-message-update/feb-February-2022>

⁷ Global Nutrition Cluster, « Somalia Nutrition Cluster Key Message on Risk of Famine », (24 avril 2022). https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/somalia_nutrition_cluster_key_message_on_risk_of_famine.pdf

⁸ Nations Unies, « Somalia Famine Killed Nearly 260,000 People, Half of Them Children – Reports UN », UN News, (2 mai 2013). <https://news.un.org/en/story/2013/05/438682-somalia-famine-killed-nearly-260000-people-half-them-children-reports-un>.

⁹ OXFAM, « West Africa Faces Its Worst Food Crisis in Ten Years, with over 27 Million People Already Suffering from Hunger », *Oxfam in West Africa*, (5 avril 2022). <https://westafrica.oxfam.org/en/latest/press-release/west-africa-faces-its-worst-food-crisis-ten-years-over-27-million-people>

¹⁰ WCA Nutrition Working Group, « Joint Note on the Nutrition Situation in the West and Central Africa Region », (mars 2022). <https://www.unicef.org/wca/reports/joint-note-nutrition-situation-west-and-central-africa-region>.

¹¹Ibid



nombre de risques de violence, d'exploitation et de violation des droits. Pire encore, avec les familles confrontées à l'insécurité alimentaire croissante, les filles sont de plus en plus appelées à prendre soin de leurs jeunes frères et sœurs afin que les parents puissent travailler ou chercher de la nourriture, les forçant à rater ou à abandonner l'école. En conséquence, l'éducation des filles risque d'être encore plus défavorisée, ce qui exacerbera l'écart entre les sexes en matière de l'éducation. La perte d'accès à l'éducation met en péril la protection immédiate des filles et accroît leur exposition à la violence basée sur le genre et à d'autres pratiques néfastes, y compris le mariage d'enfants, précoce et forcé, et aux mutilations génitales féminines. Elle nuit également à leur bien-être à long terme et à leurs perspectives d'avenir.

L'insécurité aggrave les vulnérabilités chroniques, notamment les niveaux élevés de malnutrition, les maladies infantiles et le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi qu'aux établissements de santé. L'insécurité croissante a provoqué des déplacements massifs de population – avec plus de 5,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de la région en janvier 2022 - augmentant les risques de protection, les pressions sur les moyens de subsistance et les stratégies d'adaptation d'urgence. Au fil du temps, l'insécurité (réelle ou perçue) entraîne un changement dans l'accès à la terre, l'utilisation des terres et les stratégies des ménages : les systèmes de télésurveillance illustrent la diminution des superficies cultivées ; les mécanismes de surveillance démontrent que les mouvements des animaux et des éleveurs sont maintenant principalement déterminés par la situation sécuritaire avant la disponibilité des ressources. L'instabilité politique au Sahel central et en Guinée a encore aggravé la situation. Bien que le fonctionnement des principales chaînes logistiques ait été maintenu, le niveau d'incertitude sur les marchés, les changements de règles et de règlements sur les mouvements individuels ont eu un impact sur l'accès de la population aux services de base et à l'aide humanitaire.

supérieure de 50 % à la moyenne quinquennale (Burkina Faso, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria et Sierra Leone). Au Mali, les sanctions imposées en réponse au report des élections par le gouvernement augmentent encore le coût de la nourriture et poussent la sécurité alimentaire hors de portée des plus vulnérables.¹² Au Niger, la production céréalière a chuté de près de 40 %, au Mali de 15 % et au Burkina Faso de 10 %, rendant ces pays plus dépendants des céréales importées, dont la plupart sont produites en Russie et en Ukraine, ce qui signifie que les prix des céréales vont monter en flèche.¹³

L'insécurité croissante, en particulier dans le Sahel central, le bassin du lac Tchad et le nord-ouest du Nigéria, aggrave encore la situation déjà fragile et précaire. Au cours des trois dernières années, la forte¹⁴ augmentation des attaques armées contre les communautés, les écoles, les centres de santé et d'autres institutions et infrastructures publiques a perturbé les moyens de subsistance et l'accès aux services sociaux. À l'heure actuelle, plus de 5 574 écoles sont fermées ou ne fonctionnent pas dans la seule région du Sahel central, un enfant sur huit en âge de fréquenter l'école primaire au Mali n'est pas scolarisé et un tiers seulement des enfants scolarisés sont des filles.

Du fait de cet accès limité à l'éducation dans le Sahel central, les filles et les garçons de tous âges courent un plus grand

Afrique Australe

Dans la région de l'Afrique australe, 36 millions de personnes étaient en situation de crise ou plus (IPC 3+) d'insécurité alimentaire, en février 2022.¹⁵ La région a connu de multiples chocs climatiques, dont trois cyclones et deux tempêtes (qui ont détruit 550 000 hectares de cultures au Mozambique et au Malawi), et certaines régions ont également connu des sécheresses et des périodes sans pluie prolongées. Ces phénomènes climatiques extrêmes induits par le changement climatique, combinés aux hausses de prix du blé, du tournesol et du pétrole, exacerbent déjà l'insécurité alimentaire en 2022. Dans certaines des zones les plus touchées, la

¹² ACAPS, « Global Risk Analysis - March 2022 », (mars 2022). https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20220324_acaps_global_risk_report_march_2022.pdf

¹³ FAO (2022), « L'importance de l'Ukraine et de la Fédération de Russie pour les marchés agricoles mondiaux et les risques associés au conflit actuel. » Rome, 2022. Chrome extension : //efaidnbmnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.fao.org/3/cb9013en/cb9013fr.pdf

¹⁴ Selon les données recueillies par ACLED, près de 30 000 personnes ont perdu la vie dans plus de 5 700 événements violents en 2021 en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cela représente une augmentation de près de 20 % par rapport à 2020, et un taux d'augmentation de plus de 60 % par rapport à 2018, soulignant la détérioration rapide de la situation en matière de sécurité dans la région.

¹⁵ IPC, 'SADC: IPC Acute Food Insecurity Regional Snapshot as of February 22, 2022', (22 février 2022). <https://reliefweb.int/report/angola/sadc-ipc-acute-food-insecurity-regional-snapshot-february-22-2022>

devrait être inférieure de 25 pour cent à la normale. La récolte des céréales de la saison principale est en cours dans des conditions mixtes car la sécheresse persistante a entraîné des rendements inférieurs à la moyenne dans certaines parties de l'Angola, de Madagascar, du Mozambique et du Zimbabwe et continue de susciter des préoccupations dans de nombreuses parties de la sous-région.

Les mauvaises conditions à Madagascar sont particulièrement propices à une crise nutritionnelle, laissant près de 1,5 million de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et 500 000 enfants de moins de cinq ans exposés à un risque de malnutrition aiguë. Dans le sud de l'Angola, la saison agricole 2020 / 2021 a été confrontée à l'une des pires sécheresses de ces 40 dernières années, ce qui a eu un impact négatif sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.¹⁶ En raison des sécheresses consécutives au cours des deux dernières saisons agricoles, les résultats de la crise (phase 3 de la IPC) en matière de sécurité alimentaire devraient persister au moins jusqu'en mai 2022, mais à Namibe, à Cunene et dans le sud de Huíla, où les perspectives de production sont très médiocres, les ménages continueront d'être confrontés aux résultats de la crise (phase 3 de la IPC) de juin à septembre. On s'inquiète également dans certaines régions du Mozambique et du Malawi touchées par le passage de la tempête tropicale Ana, de la dépression tropicale Dumako et du cyclone tropical Gombe.

Les conflits demeurent un facteur clé de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Le conflit au Mozambique et en RDC demeure volatil et continue d'avoir un impact négatif sur les activités de subsistance. Selon le HCR, les attaques de milices signalées cette année ont provoqué le déplacement d'environ 24 000 personnes dans le district de Nangade à Cabo Delgado, au Mozambique, où plus de 700 000 personnes sont encore déplacées.¹⁷ Entre-temps, en RDC, environ 140 500 personnes ont été déplacées entre décembre et février en raison de la poursuite du conflit en Ituri, et 22 700 autres personnes ont été déplacées dans le Nord-Kivu. Le déplacement est l'un des principaux facteurs de la faim, car les populations perdent leurs moyens de subsistance lorsqu'elles sont contraintes de se déplacer, et l'accès à la nourriture est un défi majeur pour les populations réfugiées et déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Réponse de Joining Forces face à la crise alimentaire sur le continent africain

La Joining Forces Alliance en Afrique estime que la famine et la malnutrition sont évitables et n'ont pas leur place au XXI^e siècle. Ce n'est pas la première fois que le monde fait face à cette situation. Comme nous

l'avons appris de la famine à grande échelle en Somalie en 2011, l'incapacité d'agir rapidement en cas d'alerte précoce à la famine et de restriction de l'accès humanitaire a fait 260 000 morts, dont la moitié étaient des enfants. L'incapacité collective à donner suite aux alertes précoces a entraîné des milliers de décès évitables. Nous ne pouvons pas permettre que cette situation se reproduise. En revanche, notre expérience en 2017, la dernière fois que nous avons été confrontés à des risques de famine à une échelle similaire, a démontré le pouvoir de l'action collective, lorsque la famine a été largement bloquée en raison d'une réponse humanitaire massive, soutenue et collective et d'un meilleur accès.¹⁸

La protection sociale est l'un des moyens les mieux documentés et les plus rentables de promouvoir l'équité, de réduire la vulnérabilité, d'investir dans le développement du capital humain et de protéger la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations en cas de catastrophe, en particulier pour les personnes extrêmement pauvres. Les transferts monétaires polyvalents sont particulièrement efficaces et efficaces pour aider les familles vulnérables à répondre à leurs besoins immédiats dans des contextes où des chocs multiples et chevauchants sont la norme.¹⁹ Les mesures à court et à long terme visant à faire face à la famine et à la prévenir doivent donner la priorité à la réalisation des droits de l'homme, appuyer le règlement pacifique des conflits, s'attaquer aux effets des changements climatiques sur les personnes et les pays les plus vulnérables, et transformer les systèmes alimentaires pour qu'ils soient plus inclusifs, durables et résilients.

Des efforts urgents et intensifiés sont nécessaires pour intervenir rapidement afin de protéger les enfants de l'émaciation tout en assurant une détection et un traitement précoces pour ceux qui deviennent émaciés. Une réponse multisectorielle cohérente est nécessaire en intensifiant le traitement pour prévenir la mort, mais aussi en s'attaquant aux multiples vulnérabilités sous-jacentes qui sont à l'origine de ce pic d'insécurité alimentaire et de malnutrition, y compris les facteurs tels que l'alimentation et les pratiques de soins inadéquates pour les nourrissons et les jeunes enfants, une mauvaise nutrition maternelle, une charge de morbidité élevée, un WASH inadéquat et des normes sociales et de genre néfastes.

En réponse à cette crise de la faim, World Vision a lancé une Réponse d'urgence mondiale à la faim, qui couvre 24 pays, dont 15 en Afrique de l'Est, de l'Ouest, centrale et australe. Une action collective forte est nécessaire immédiatement pour endiguer d'urgence la malnutrition des enfants de moins de cinq ans et pour protéger les moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables. La Fondation Terre des hommes (TdH) suit la situation alimentaire et nutritionnelle à travers ses équipes dans 9 pays d'Afrique. TdH travaille actuellement dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun au Burkina

¹⁶ FEWS NET, « Crop Losses in Southwestern Angola from Consecutive Droughts », (avril 2022), <https://fewsn.net/soubreg-africa/angola>

¹⁷ UNHCR (2022). One year after Palma attacks, thousands continue to flee violence in northern Mozambique. 22 mars, 2022. Available at <https://www.unhcr.org/uk/news/briefing/2022/3/623991b34/year-palma-attacks-thousands-continue-flee-violence-northern-mozambique.html>

¹⁸ Daniel Maxwell, et al., « Facing Famine : Somali Experiences in the Famine of 2011 », *Food Policy* 65 (2016) : 63 à 73.

¹⁹ World Vision, « There Is No Place for Famine in the 21st Century », (11 avril 2022). <https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/there-no-place-famine-21st-century>

Faso avec des activités de dépistage, de référence des cas de malnutrition, de prévention au niveau communautaire et de soutien aux centres de santé.

Les moyens de subsistance de la population sont également renforcés. Des actions de prévention de la malnutrition et de soutien au système de santé sont également déployées dans la région de Ségou au Mali et un projet pilote de traitement intégré de la malnutrition par la santé numérique est en cours. Au Kenya, TdH cherche un financement pour répondre à la crise nutritionnelle dans le comté de Garissa. Plan International travaille dans les pays touchés par l'aggravation de la crise alimentaire, en intensifiant les réponses telles que les distributions alimentaires, l'aide en espèces et sous forme de bons, les repas scolaires, le dépistage de la malnutrition et la supplémentation nutritionnelle. En plus des interventions vitales, Plan International intensifie la protection des moyens de subsistance et les activités de soutien telles que l'alimentation supplémentaire du bétail, les jardins potagers, les semences et d'autres intrants agricoles. Un appel à la faim pour la Corne de l'Afrique et le Sahel central a récemment été lancé pour lever des fonds en faveur des pays les plus touchés.

Cela s'ajoute aux opérations en cours au Mozambique et au Soudan du Sud. En mettant particulièrement l'accent sur la prévention et la lutte contre l'impact distinct de l'insécurité



alimentaire sur les filles, les adolescentes et les jeunes, Plan International intensifie également sa réponse à la protection de l'enfant sensible au genre, à la prévention de la violence à base de genre, au développement de la petite enfance, aux services de santé et de droits sexuels et reproductifs, et aux programmes d'alimentation scolaire critiques. Dans le cadre de son Programme de renforcement de la famille, SOS Villages d'enfants renforce les capacités de plus de 5 630 familles et communautés en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord. Ces interventions contribuent à réduire le risque d'insécurité alimentaire en augmentant les revenus des familles vulnérables qui sont aujourd'hui en mesure de fournir de la nourriture à tous les membres de leur ménage, y compris les enfants.

APPEL À L'ACTION DE JOINING FORCES

Les gouvernements nationaux devront :

- Renforcer l'accès à des services essentiels de qualité pour les plus vulnérables, notamment l'alimentation, la nutrition, la santé et l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, ainsi que mettre en place des dispositifs de redevabilité pour garantir que les enfants et les familles les plus vulnérables puissent accéder à ces services de manière sûre et équitable ;
- Amener les paysages dégradés et déboisés à la restauration d'ici 2030, conformément au Défi de Bonn en utilisant des approches durables et simples telles que la Régénération naturelle gérée par les agriculteurs ;²⁰
- Les gouvernements nationaux devraient renforcer et / ou mettre en place des systèmes nationaux de protection sociale qui tiennent compte des besoins des enfants et les transforment en fonction du genre, prévoir des crédits budgétaires suffisants et mettre en place des dispositifs de redevabilité pour faire en sorte que les femmes et les enfants les plus vulnérables reçoivent des transferts d'une taille et d'une durée suffisantes pour répondre à leurs besoins vitaux en matière d'alimentation et de nutrition ;
- Allouer et protéger un budget nutritionnel pour s'assurer que les ressources sont disponibles et adaptées pour lutter contre la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et aborder les interventions de prévention au niveau communautaire ;
- Investir dans la technologie simple pour améliorer la surveillance, la cartographie et le signalement des zones vulnérables et de la population pour aider les interventions d'urgence ;
- Les systèmes de protection sociale devraient être utilisés pour protéger les emplois, les salaires et les moyens de subsistance des familles les plus pauvres, ainsi que pour aider les ménages à éviter les stratégies d'adaptation négatives qui augmentent le risque que les enfants soient

²⁰ La Régénération naturelle gérée par les agriculteurs (FMNR) est une technique de restauration des terres peu coûteuse utilisée pour lutter contre la pauvreté et la faim chez les agriculteurs pauvres en augmentant la production alimentaire et forestière et la résilience aux extrêmes climatiques. World Vision a démontré une expérience continue de la mise en œuvre de la FMNR dans plus de 27 pays. World Vision, « Farmer-Managed Natural Regeneration : A Holistic Approach to Sustainable Development », (3 décembre 2019). <https://www.wvi.org/publications/world-vision-european-union/farmer-managed-natural-regeneration-holistic-approach>

contraints au travail, à la mendicité ou à d'autres formes de violence et d'exploitation, telles que le mariage précoce ;

- Assurer que tous les efforts de réponse au COVID-19 respectent les normes humanitaires clés, y compris les Normes minimales pour la sécurité alimentaire et la nutrition, les Normes minimales de rétablissement économique et les Normes minimales pour la protection de l'enfant dans l'action humanitaire ;
- Les gouvernements nationaux devraient honorer les engagements déjà pris en matière de nutrition, y compris ceux pris lors du Sommet sur la nutrition au service de la croissance, en veillant à ce que les ressources soient affectées en priorité là où elles sauveront le plus de vies, y compris le traitement des enfants sous-alimentés et les dispositifs de protection sociale ;
- Les gouvernements nationaux prendront des mesures pour mettre en œuvre le thème de l'année 2022 de l'UA : « Renforcer la résilience dans la nutrition et la sécurité alimentaire sur le continent africain - renforcer les systèmes agroalimentaires, les systèmes de santé et de protection sociale pour l'accélération du capital humain, social et économique ».

Toutes les parties au conflit devraient :

- Respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, notamment en cessant d'attaquer les civils, en particulier les enfants, et les infrastructures civiles ;
- Faciliter la fourniture en toute sécurité d'une aide humanitaire fondée sur des principes aux populations touchées afin d'assurer l'acheminement en temps voulu de l'aide vitale.

Les donateurs devraient :

- Mobiliser des fonds humanitaires supplémentaires et complets pour répondre aux besoins humanitaires urgents et croissants. À l'heure actuelle, malgré la gravité de la situation, la réponse humanitaire en Afrique reste largement non financée ;
- Prendre des mesures diplomatiques pour prévenir la famine, protéger les civils et assurer l'accès humanitaire dans les situations de conflit, maintenant et à l'avenir ;

- Travailler de toute urgence avec les autres membres du G20 pour respecter l'engagement du leader du G20 à mobiliser rapidement une réponse politique globale et coordonnée aux impacts directs et indirects du COVID-19 ;
- Honorer les engagements déjà pris en matière de nutrition, y compris ceux pris lors du Sommet sur la nutrition au service de la croissance, en veillant à ce que les ressources soient affectées en priorité là où elles sauveront le plus de vies, y compris le traitement des enfants sous-alimentés et les mécanismes de protection sociale ;
- S'employer également à fournir des fonds supplémentaires pour protéger les communautés les plus exposées contre la flambée des prix mondiaux des denrées alimentaires provoquée par la crise ukrainienne ;
- Afin d'aider les pays africains, de faire face aux impacts économiques du COVID-19 et à la crise de l'impact direct de l'Ukraine sur la sécurité alimentaire, les initiatives de financement de la dette devraient être renforcées, et permettre des remboursements flexibles, des périodes de grâce, et assurer une livraison en temps opportun, en particulier pour les pays à faible revenu et à forte dette, et soutenir également le financement du développement ;
- Des données ventilées par genre et par âge sur les besoins en matière de sécurité alimentaire, y compris des informations sur les besoins des enfants et des adolescents d'âge scolaire, sont essentielles pour répondre à leurs besoins liés à l'âge et au genre, en particulier des adolescentes ;
- Dans la mesure du possible, un soutien devrait être fourni aux interventions menées localement. Les organisations locales, y compris les organisations dirigées par des jeunes, ont besoin d'un financement direct, flexible et accru ainsi qu'un rôle central dans la prise de décision concernant la réponse.

Contacts

Carla Denizard, Directrice régionale de World Vision Afrique de l'Ouest et du Centre, et Présidente de la Joining Forces Alliance pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre : Carla_denizard@wvi.org

